



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.293/4
du 3 juin 2024

sur

un projet d'arrêté du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune
'transposant partiellement la
Directive (UE) 2019/1158 du
Parlement européen et du Conseil
du 20 juin 2019 concernant
l'équilibre entre vie
professionnelle et vie privée des
parents et des aidants et
abrogeant la
directive 2010/18/UE du Conseil,
et réglementant certains autres
aspects relatifs aux congés'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.293/4
van 3 juni 2024

over

een ontwerp van besluit van het
Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie 'tot
gedeeltelijke omzetting van de
Richtlijn (EU) 2019/1158 van het
Europees Parlement en de Raad
van 20 juni 2019 betreffende het
evenwicht tussen werk en
privéleven voor ouders en
mantelzorgers en tot intrekking
van Richtlijn 2010/18/EU van de
Raad, en tot regeling van een
aantal andere aspecten op het
vlak van de verloven'

Le 26 avril 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de dix jours *, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'transposant partiellement la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, et réglementant certains autres aspects relatifs aux congés'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 juin 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur, et Ahmed TIOURIRINE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 juin 2024.

* Par courriel du 30 avril 2024.

*

Op 26 april 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd met tien dagen * een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad, en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verloven’.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 juni 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, auditeur, en Ahmed TIOURIRINE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 juni 2024.

* Bij e-mail van 30 april 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le dossier soumis à la section de législation contient une version non signée du protocole n° 2024/07 du Comité de secteur XV du 29 mars 2024. Interrogé à cet égard, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« La procédure de négociation a été initiée le 29 mars 2024 et, conformément à l'article 25 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, a pris fin dans les 30 jours suivant ce jour, sur la base d'une communication des syndicats en date du 9 avril 2024 faisant état d'un désaccord. Cependant, aucun protocole n'a encore été signé et il sera envoyé aussitôt que possible ».

L'auteur du projet s'assurera du bon accomplissement de cette formalité.

2. S'agissant de l'accord du Conseil des ministres fédéral, le dossier soumis à la section de législation contient uniquement un courrier de demande d'accord.

L'auteur du projet s'assurera du bon accomplissement de cette formalité.

3. Il ressort de la note aux membres du Collège réuni que l'avis de l'Inspecteur des Finances a été rendu sur « un autre projet d'arrêté visant une modification plus large des statuts des deux institutions ».

L'auteur du projet s'assurera que les dispositions du projet à l'examen « pour lequel[le]s les crédits sont insuffisants ou inexistantes ou qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles », au sens de l'article 30 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 8 mars 2007 'relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget', ont été soumises à l'avis de l'Inspecteur des Finances.

À défaut, cette formalité sera accomplie.

4. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet à l'examen tend notamment à transposer partiellement la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil', s'agissant des formules souples de travail et du congé d'aidant.

Interrogé au sujet de l'application de ces dispositions aux stagiaires, le délégué des Membres du Collège réuni a répondu ce qui suit :

« Les dispositions des chapitres 3 et 4 (quasi-identiques quant au contenu) sont partiellement applicables aux stagiaires.

Ils sont exclus des formules souples de travail en ce qu'il n'est pas souhaitable que ceux-ci bénéficient d'aménagements potentiellement importants du régime ou de l'horaire de travail applicable durant la période de stage. Le but de ce dernier est en effet d'évaluer les aptitudes du stagiaire durant une période et un régime de travail standard.

[...]

Le congé d'aidant est pour sa part ouvert aux stagiaires ».

Interrogé, par ailleurs, sur l'exclusion des mandataires du bénéfice des formules souples de travail, en application des articles 6 et 21 du projet, le délégué des Membres du Collège réuni a répondu ce qui suit :

« Cette exclusion est justifiée par le fait que des responsabilités importantes et essentielles au bon fonctionnement du service incombent à ces derniers. Il n'est donc pas envisageable de permettre à ceux-ci de réduire substantiellement leurs prestations, sous peine de désorganiser le service/le département dont ils ont la direction et par extension l'institution.

De plus, le statut mentionne explicitement que ceux-ci prestent à temps plein, ce qui entre en contradiction avec la possibilité d'adapter le régime de travail dans le cadre d'une forme souple de travail (article 135 § 3 alinéa 1^{er} du statut d'Iriscare).

Le nombre de mandataires est par ailleurs réduit : 2 dans les Services du Collège réuni et 6 chez Iriscare ».

La directive (UE) 2019/1158 définit, en son article 2, son champ d'application comme suit :

« La présente directive s'applique à tous les travailleurs, hommes et femmes, qui ont un contrat de travail ou une relation de travail au sens de la législation, des conventions collectives ou de la pratique en vigueur dans chaque État membre, en tenant compte de la jurisprudence de la Cour de justice ».

Dès lors que la directive (UE) 2019/1158 s'applique à toute forme de relation de travail et que la notion de « travailleur » doit être interprétée dans le respect des critères permettant de déterminer le statut de travailleur au sens de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne ¹, il n'apparaît pas que les stagiaires et les mandataires puissent être exclus de manière générale et à priori du champ d'application du dispositif en projet ².

Le projet sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de viser l'article 16 de l'ordonnance du 23 mars 2017 'portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales', qui ne procure pas de fondement juridique au projet.
2. À l'alinéa 12, les mots « au cours de laquelle a été adopté l'avis standard » seront remplacés par les mots « au cours de laquelle il a été renvoyé à l'avis standard ».
3. L'alinéa 13 sera complété par la date et le numéro de l'avis du Comité général de gestion de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales.

¹ Voir le considérant n° 8 de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne', qui définit son champ d'application de manière analogue, et les arrêts cités. Voir aussi le considérant n° 17 de la directive (UE) 2019/1158 qui énonce que « [l]a présente directive s'applique à tous les travailleurs qui ont des contrats de travail ou d'autres relations de travail, y compris les contrats de travail ou relations de travail des travailleurs à temps partiel, des travailleurs à durée déterminée ou des personnes ayant un contrat de travail ou une relation de travail avec une entreprise de travail intérimaire, ainsi que le prévoyait la directive 2010/18/UE. Compte tenu de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée 'Cour de justice') concernant les critères permettant de déterminer le statut de travailleur, il revient aux États membres de définir les contrats de travail et les relations de travail ».

² Voir à ce propos l'avis 74.358/2 donné le 20 septembre 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 14 décembre 2023 'modifiant le PJPol et transposant partiellement la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil' dans lequel il a été admis que les aspirants-agents de police ne constituent pas de travailleurs au sens de la directive (UE) 2019/1158, dès lors qu'ils suivent une formation et se trouvent dans un régime scolaire spécifique.

DISPOSITIF

Article 2

Invité à exposer les motifs pour lesquels l'article 1^{er} en projet de l'arrêté du Collège réuni du 16 décembre 2004 'relatif à l'interruption de la carrière professionnelle des membres du personnel des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale', ne vise que les régimes spécifiques d'interruption de carrière, à l'exclusion du régime général, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Cette restriction est due à une erreur technique dans la formulation de cet article, vu la volonté affichée par l'autorité de rendre le régime général applicable aux collaborateurs statutaires et d'ouvrir certaines possibilités aux stagiaires statutaires. La demande d'accord formulée au Conseil des ministres sur ce point allait également dans ce sens ».

En conséquence, l'article 2 sera revu.

Article 4

1. La phrase liminaire sera complétée par l'indication des modifications encore en vigueur subies par la disposition modifiée.

La même observation vaut pour la suite du projet.

2. Interrogé sur les « dispositions légales ou réglementaires » visées à l'article 23, § 2, en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et des stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale', le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« L'idée est ici de prévoir un système résiduaire qui n'empiète pas sur les régimes existants ».

Le projet sera utilement accompagné d'un rapport au Collège réuni, destiné à préciser la portée et les effets de la nouvelle réglementation, et notamment à identifier les dispositions légales ou réglementaires visées à l'article 23, § 2, en projet ³.

³ Voir, en ce sens, l'avis 71.471/1 donné le 17 juin 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 7 octobre 2022 'transposant partiellement la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil, et réglementant certains autres aspects relatifs aux congés', *Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2808/001, pp. 88-93.

3. L'article 23, § 2, en projet limite à douze mois la période continue pour laquelle un travailleur a le droit de demander une formule souple de travail dans le but de s'occuper d'un proche. Cette limitation s'inscrit dans le cadre de la transposition de l'article 9 de la directive (UE) 2019/1158. L'article 9, paragraphe 1, seconde phrase, de cette directive énonce ce qui suit :

« La durée de ces formules souples de travail peut faire l'objet d'une limitation raisonnable ».

L'auteur du projet doit toutefois être en mesure d'invoquer des éléments qui justifient le choix de cette période de douze mois. Ces éléments figureront utilement dans le rapport au Collège réuni ⁴.

4. À l'article 23, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « dans le but de s'occuper d'un proche » sont superflus dans la mesure où la formule souple de travail est établie, par définition, dans le but de s'occuper d'un proche ⁵.

5. À l'article 23, § 5, alinéa 4, en projet, par souci de sécurité juridique, le mot « supra » sera remplacé par l'indication de la subdivision précise qui fixe les modalités visées.

6. Comme l'a confirmé le délégué des Membres du Collège réuni, les mots « dans ce délai », figurant à l'article 23, § 5, alinéa 5, en projet visent le délai de cinq jours prévu au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, de la même disposition.

Dans un souci de sécurité juridique, les mots « dans ce délai » seront remplacés par les mots « dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er} ».

7. Interrogé au sujet des modalités de la notification visée à l'article 23, § 5, alinéa 8, en projet, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué que la définition de la « notification », énoncée à l'article 2, § 1^{er}, 10°, de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008

« doit être lue comme s'appliquant aussi aux notifications rédigées par le fonctionnaire et transmises à son autorité ».

Il a, par ailleurs, rappelé que l'article 2, § 3, de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 précise les modalités de computation du délai en cas de notification.

⁴ Voir l'avis 73.591/4 donné le 28 juin 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 novembre 2023 'modifiant diverses dispositions relatives à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et transposant la Directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la Directive 2010/18/UE du Conseil' et l'avis 71.471/1.

⁵ Voir, en ce sens, l'avis 73.591/4.

Cependant, dès lors que la définition de la « notification » figurant à l'article 2, § 1^{er}, 10°, vise spécifiquement la communication d'une information au fonctionnaire ou au stagiaire, il ne peut en être déduit qu'elle s'applique également dans l'hypothèse de l'introduction d'un recours par un fonctionnaire.

Par souci de sécurité juridique, l'article 23, § 5, alinéa 8, en projet sera complété par l'indication des modalités d'introduction du recours. Il sera également complété en vue de mentionner le délai dans lequel le recours doit être introduit.

8. Selon l'article 23, § 7, en projet, le droit de l'agent de mettre fin anticipativement à la formule souple de travail est conditionné par le fait d'avoir travaillé pendant au moins un mois selon cette formule. Ce faisant, l'auteur du projet énonce une condition que n'exprime pas la directive (UE) 2019/1158.

L'article 9, paragraphe 3, de la directive (UE) 2019/1158 prévoit que le travailleur a le droit de demander à revenir au régime de travail de départ avant la période convenue, « dès lors qu'un changement de circonstances le justifie », et prévoit que l'employeur examine cette demande « en tenant compte à la fois de ses propres besoins et de ceux du travailleur ». Par conséquent, il ne paraît pas conforme à la directive de subordonner le droit d'exprimer cette demande à la circonstance que l'agent a travaillé pendant au moins un mois selon cette formule ⁶.

9. Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'article 22/1 en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et des stagiaires de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale', inséré par l'article 19 du projet.

Article 11

1. Dans la phrase liminaire, les mots « L'article 169, alinéa 1 » seront remplacés par les mots « L'article 169, alinéa 1^{er}, 2° ».

2. À l'article 169, alinéa 1^{er}, h), en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008, les mots « à l'article 163, 18° » seront remplacés par les mots « à l'article 163, alinéa 1^{er}, 18° ».

La même observation vaut pour les articles 13, 16 et 17. Une observation analogue vaut pour l'article 18, 4°.

⁶ Avis 73.591/4.

Article 15

Interrogé sur l'incidence des mots « durant l'année civile où le congé d'aidant est pris » figurant à l'article 177/1, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, lorsque l'attestation est délivrée en fin d'année civile, le délégué des Membres du Collège réuni a indiqué ce qui suit :

« Dans l'hypothèse évoquée, si l'attestation est délivrée le 30/12 et que le congé d'aidant est pris en janvier de l'année suivante, cette dernière ne pourra pas servir de base pour justifier la prise de ce congé.

Vu la sévérité de cette conclusion, nous suggérons de modifier la formulation de ce point (et son équivalent dans les dispositions relatives à Iriscare) : 'Le fonctionnaire fournit aussi vite que possible à la GRH, à l'appui de son absence, une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou de la famille concerné durant l'année civile où le congé d'aidant est pris et dont il apparaît que le membre du ménage ou de la famille nécessite des soins ou une aide considérables pour une raison médicale grave.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le fonctionnaire peut également fournir une attestation délivrée l'année civile précédant celle où le congé d'aidant est pris, à la condition que celle-ci n'ait pas été délivrée plus de deux mois calendrier avant l'absence. [...]'.

Cette modification permettrait donc de fournir une attestation délivrée en novembre et décembre pour un congé pris en janvier de l'année suivante ».

Le projet sera revu en ce sens. Sauf justification admissible au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, la règle selon laquelle l'attestation ne doit pas avoir été délivrée plus de deux mois calendrier avant l'absence sera rendue applicable aux attestations délivrées durant l'année civile où le congé est pris.

La même observation vaut pour l'article 205/1, § 1^{er}, alinéa 4, en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018, inséré par l'article 30 du projet.

Article 18

1. Dans la version française de de l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 'fixant la situation administrative et les droits individuels pécuniaires des membres du personnel contractuels des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale', ce sont les mots « durée hebdomadaire moyenne » qui doivent être remplacés.

2. La version française de l'article 6, alinéa 1^{er}, 7^o, en projet du même arrêté sera complétée par les mots « de l'arrêté portant le statut ».

3. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, 9^o, *in fine*, en projet du même arrêté, les mots « du statut » seront remplacés par les mots « de l'arrêté portant le statut ».

Article 19

À l'article 22/1, § 3, dernier alinéa, en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018, il ressort des explications du délégué des Membres du Collège réuni que la GRH vérifie si les conditions sont remplies et transmet ensuite la demande au responsable.

Dans la version française, les alinéas 5 et 6 seront fusionnés et dans la seconde phrase de l'alinéa ainsi fusionné, le mot « il » sera dès lors remplacé par le mot « elle ».

Article 26

À l'article 196, alinéa 1^{er}, 2^o, en projet de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 21 mars 2018, les mots « à l'article 190, 18^o » seront remplacés par les mots « à l'article 190, alinéa 1^{er}, 18^o ».

La même observation vaut pour les articles 28, 31 et 32. Une observation analogue vaut pour l'article 33, 4^o.

Article 33

L'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 6 décembre 2018 'portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales', sera complété par les mots « du statut ».

Article 34

L'article 34 sera complété par la date d'entrée en vigueur du projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, bevat een niet-ondertekende versie van protocol nr. 2024/07 van sectorcomité XV van 29 maart 2024. Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“La procédure de négociation a été initiée le 29 mars 2024 et, conformément à l'article 25 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, a pris fin dans les 30 jours suivant ce jour, sur la base d'une communication des syndicats en date du 9 avril 2024 faisant état d'un désaccord. Cependant, aucun protocole n'a encore été signé et il sera envoyé aussitôt que possible.”

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat dat vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

2. Wat de akkoordbevinding van de federale ministerraad betreft, bevat het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd enkel een brief met een verzoek om akkoordbevinding.

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat dat vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

3. Uit de nota aan de leden van het Verenigd College blijkt dat het advies van de inspecteur van Financiën is gegeven over “een ander ontwerpbesluit, gericht op een bredere wijziging van de statuten van de twee instellingen”.

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat de inspecteur van Financiën om advies is verzocht over de bepalingen van het voorliggende ontwerp “waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan of waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan” in de zin van artikel 30 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 8 maart 2007 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak’.

Indien dat niet het geval is, moet dat vormvereiste worden vervuld.

4. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp strekt met name tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’, wat de flexibele werkregelingen en het zorgverlof betreft.

Op een vraag over de toepassing van die bepalingen op stagiairs heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Les dispositions des chapitres 3 et 4 (quasi-identiques quant au contenu) sont partiellement applicables aux stagiaires.

Ils sont exclus des formules souples de travail en ce qu’il n’est pas souhaitable que ceux-ci bénéficient d’aménagements potentiellement importants du régime ou de l’horaire de travail applicable durant la période de stage. Le but de ce dernier est en effet d’évaluer les aptitudes du stagiaire durant une période et un régime de travail standard.

(...)

Le congé d’aidant est pour sa part ouvert aux stagiaires.”

Op de vraag waarom het voordeel van de flexibele werkregelingen krachtens de artikelen 6 en 21 van het ontwerp niet geldt voor mandatarissen, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College voorts het volgende geantwoord:

“Cette exclusion est justifiée par le fait que des responsabilités importantes et essentielles au bon fonctionnement du service incombent à ces derniers. Il n’est donc pas envisageable de permettre à ceux-ci de réduire substantiellement leurs prestations, sous peine de désorganiser le service/le département dont ils ont la direction et par extension l’institution.

De plus, le statut mentionne explicitement que ceux-ci prestent à temps plein, ce qui entre en contradiction avec la possibilité d’adapter le régime de travail dans le cadre d’une forme souple de travail (article 135 § 3 alinéa 1^{er} du statut d’Iriscare).

Le nombre de mandataires est par ailleurs réduit: 2 dans les Services du Collège réuni et 6 chez Iriscare.”

Richtlijn (EU) 2019/1158 omschrijft in artikel 2 haar toepassingsgebied als volgt:

“Deze richtlijn is van toepassing op alle mannelijke en vrouwelijke werknemers met een arbeidsovereenkomst of een arbeidsbetrekking zoals bepaald door de in elke lidstaat geldende wetgeving, collectieve overeenkomsten of gebruiken, rekening houdend met de rechtspraak van het Hof van Justitie.”

Aangezien richtlijn (EU) 2019/1158 van toepassing is op elke vorm van arbeidsbetrekking en aangezien het begrip “werknemer” moet worden geïnterpreteerd met inachtneming van de criteria waarmee het statuut van werknemer in de zin van de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie kan worden bepaald,¹ blijkt niet dat stagiairs en mandatarissen *generaliter* en *a priori* kunnen worden uitgesloten van het toepassingsgebied van het ontworpen dispositief.²

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het tweede lid hoort niet te worden verwezen naar artikel 16 van de ordonnantie van 23 maart 2017 ‘houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag’, aangezien het ontwerp geen rechtsgrond aan dat artikel ontleent.
2. In het twaalfde lid moeten de woorden “waarin het standaardadvies nr. 65/2023 betreffende de redactie van normatieve teksten is aangenomen” worden vervangen door de woorden “waarin werd verwezen naar het standaardadvies nr. 65/2023”.
3. Het dertiende lid moet worden aangevuld met de datum en het nummer van het advies van het algemeen beheerscomité van de bicommunautaire dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag.

¹ Zie overweging 8 van richtlijn (EU) 2019/1152 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende transparante en voorspelbare arbeidsvoorwaarden in de Europese Unie’, waarin het toepassingsgebied van de richtlijn op soortgelijke wijze omschreven wordt, en de aangehaalde arresten. Zie ook overweging 17 van richtlijn (EU) 2019/1158, die als volgt luidt: “Deze richtlijn is van toepassing op alle werknemers met een arbeidsovereenkomst of andere arbeidsbetrekking, met inbegrip van de arbeidsovereenkomsten of arbeidsbetrekkingen van deeltijdwerkers, werknemers met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd of personen met een arbeidsovereenkomst of arbeidsbetrekking met een uitzendbureau, als voorheen bepaald in Richtlijn 2010/18/EU. Rekening houdend met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie (Hof van Justitie) betreffende de criteria om de hoedanigheid van een werknemer te bepalen, is het aan de lidstaten om arbeidsovereenkomsten en arbeidsbetrekkingen te definiëren.”

² Zie in dat verband advies 74.358/2 van 20 september 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 14 december 2023 ‘tot wijziging van het RPPol als gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’, waarin aanvaard werd dat aspirant-politieagenten geen werknemers zijn in de zin van richtlijn (EU) 2019/1158, aangezien ze een opleiding volgen en onder een specifieke onderwijsregeling vallen.

DISPOSITIEF

Artikel 2

De gemachtigde van de leden van het Verenigd College is verzocht uiteen te zetten waarom het ontworpen artikel 1 van het besluit van het Verenigd College van 16 december 2004 ‘betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van de personeelsleden van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’ enkel betrekking heeft op de specifieke stelsels van loopbaanonderbreking, met uitsluiting van het algemene stelsel. De gemachtigde heeft de volgende uitleg gegeven:

“Cette restriction est due à une erreur technique dans la formulation de cet article, vu la volonté affichée par l’autorité de rendre le régime général applicable aux collaborateurs statutaires et d’ouvrir certaines possibilités aux stagiaires statutaires. La demande d’accord formulée au Conseil des ministres sur ce point allait également dans ce sens.”

Artikel 2 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 4

1. De inleidende zin moet worden aangevuld met de nog geldende wijzigingen die in de gewijzigde bepaling zijn aangebracht.

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

2. Op de vraag wat in het ontworpen artikel 23, § 2, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’ wordt bedoeld met “wettelijke of reglementaire bepalingen” heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“L’idée est ici de prévoir un système résiduaire qui n’empiète pas sur les régimes existants.”

Het zou nuttig zijn dat bij het ontwerp een verslag aan het Verenigd College wordt gevoegd dat de draagwijdte en de gevolgen van de nieuwe regelgeving verduidelijkt en dat in het bijzonder aangeeft welke wettelijke of verordenende bepalingen worden bedoeld in het ontworpen artikel 23, § 2.³

³ Zie in die zin advies 71.471/1 van 17 juni 2022 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 7 oktober 2022 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers, en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad en tot regeling van een aantal andere aspecten op het vlak van de verloven’, *Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2808/001, 88-93.

3. Bij het ontworpen artikel 23, § 2, wordt de onafgebroken periode waarvoor een werknemer het recht heeft om een flexibele werkregeling aan te vragen voor zorgdoeleinden, beperkt tot twaalf maanden. Die beperking past in het kader van de omzetting van artikel 9 van richtlijn (EU) 2019/1158. Artikel 9, lid 1, tweede zin, van die richtlijn bepaalt het volgende:

“De duur van die flexibele werkregelingen kan aan een redelijke beperking worden onderworpen.”

De steller van het ontwerp moet evenwel gegevens kunnen aanvoeren ter rechtvaardiging van die periode van twaalf maanden. Het verdient aanbeveling die gegevens op te nemen in het verslag aan het Verenigd College.⁴

4. De woorden “voor zorgdoeleinden” in het ontworpen artikel 23, § 4, eerste lid, zijn overbodig aangezien de flexibele werkregeling per definitie voor zorgdoeleinden dient.⁵

5. Ter wille van de rechtszekerheid moet in het ontworpen artikel 23, § 5, vierde lid, het woord “hierboven” worden vervangen door een precieze opgave van de onderverdeling waarin de bedoelde nadere regels worden vastgesteld.

6. De gemachtigde van de leden van het Verenigd College heeft bevestigd dat de woorden “binnen de termijn” in het ontworpen artikel 23, § 5, vijfde lid, verwijzen naar de termijn van vijf dagen waarin paragraaf 5, eerste lid, van dezelfde bepaling voorziet.

Ter wille van de rechtszekerheid moeten de woorden “binnen de termijn” worden vervangen door de woorden “binnen de termijn, bedoeld in het eerste lid,”.

7. Naar aanleiding van een vraag in verband met de nadere regels voor de kennisgeving, bedoeld in het ontworpen artikel 23, § 5, achtste lid, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College aangegeven dat de definitie van het begrip “kennisgeving”, vervat in artikel 2, § 1, 10°, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008, “doit être lue comme s’appliquant aussi aux notifications rédigées par le fonctionnaire et transmises à son autorité”.

De gemachtigde heeft er voorts aan herinnerd dat de regels voor de berekening van de termijn in geval van kennisgeving, worden bepaald in artikel 2, § 3, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008.

⁴ Zie advies 73.591/4 van 28 juni 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 21 november 2023 ‘tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot de Work Life Balance als omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad’, en advies 71.471/1.

⁵ Zie in die zin advies 73.591/4.

Aangezien de definitie van het begrip “kennisgeving” in artikel 2, § 1, 10°, van datzelfde besluit evenwel specifiek slaat op de mededeling van informatie aan een ambtenaar of stagiair, kan daaruit echter niet worden afgeleid dat ze eveneens van toepassing is in het geval dat een ambtenaar een beroep instelt.

Ter wille van de rechtszekerheid moet het ontworpen artikel 23, § 5, achtste lid, worden aangevuld zodat het de nadere regels opgeeft voor het instellen van het beroep, en zodat het de termijn vermeldt waarbinnen het beroep moet worden ingesteld.

8. Luidens het ontworpen artikel 23, § 7, is het recht van de ambtenaar om de flexibele werkregeling tussentijds te beëindigen, afhankelijk van de voorwaarde dat hij ten minste een maand volgens die regeling heeft gewerkt. Daardoor legt de steller van het ontwerp een voorwaarde op waarin niet voorzien is in richtlijn (EU) 2019/1158.

Artikel 9, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/1158 bepaalt dat de werknemer het recht heeft om voor het eind van de overeengekomen periode het oorspronkelijke werkpatroon te hervatten, “wanneer een wijziging van de omstandigheden dit rechtvaardigt”, en dat de werkgever dat verzoek beoordeelt “rekening houdend met behoeften van zowel werkgevers als werknemers”. Bijgevolg lijkt het niet in overeenstemming te zijn met de richtlijn dat het recht om dat verzoek in te dienen afhankelijk wordt gemaakt van de omstandigheid dat de ambtenaar ten minste een maand volgens die regeling heeft gewerkt.⁶

9. Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor het ontworpen artikel 22/1 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de bicommunautaire Dienst voor gezondheid, bijstand aan personen en gezinsbijslag van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’, ingevoegd bij artikel 19 van het ontwerp.

Artikel 11

1. In de inleidende zin moeten de woorden “Artikel 169, eerste lid” vervangen worden door de woorden “Artikel 169, eerste lid, 2°”.

2. In het ontworpen artikel 169, eerste lid, h), van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 moeten de woorden “in artikel 163, 18°” vervangen worden door de woorden “in artikel 163, eerste lid, 18°”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 13, 16 en 17. Een vergelijkbare opmerking geldt voor artikel 18, 4°.

⁶ Advies 73.591/4.

Artikel 15

Op de vraag wat het gevolg is van de precisering “in het jaar waarin het zorgverlof wordt opgenomen” in het ontworpen artikel 177/1, § 1, vierde lid, ingeval het doktersattest op het einde van het jaar wordt afgegeven, heeft de gemachtigde van de leden van het Verenigd College het volgende geantwoord:

“Dans l’hypothèse évoquée, si l’attestation est délivrée le 30/12 et que le congé d’aidant est pris en janvier de l’année suivante, cette dernière ne pourra pas servir de base pour justifier la prise de ce congé.

Vu la sévérité de cette conclusion, nous suggérons de modifier la formulation de ce point (et son équivalent dans les dispositions relatives à Iriscare) : ‘Le fonctionnaire fournit aussi vite que possible à la GRH, à l’appui de son absence, une attestation délivrée par le médecin traitant du membre du ménage ou de la famille concerné durant l’année civile où le congé d’aidant est pris et dont il apparait que le membre du ménage ou de la famille nécessite des soins ou une aide considérables pour une raison médicale grave.

Par dérogation à l’alinéa précédent, le fonctionnaire peut également fournir une attestation délivrée l’année civile précédant celle où le congé d’aidant est pris, à la condition que celle-ci n’ait pas été délivrée plus de deux mois calendrier avant l’absence. (...)’.

Cette modification permettrait donc de fournir une attestation délivrée en novembre et décembre pour un congé pris en janvier de l’année suivante.”

Het ontwerp moet in die zin worden herzien. Tenzij er een toelaatbare rechtvaardiging bestaat ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, moet de regel die zegt dat het doktersattest niet meer dan twee maanden vóór de afwezigheid is verstrekt, toepasselijk worden gemaakt op doktersattesten die worden afgegeven gedurende het kalenderjaar waarin het verlof wordt opgenomen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 205/1, § 1, vierde lid, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018, ingevoegd bij artikel 30 van het ontwerp.

Artikel 18

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 6, eerste lid, 1°, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 ‘tot vaststelling van de administratieve toestand en de individuele geldelijke rechten van de contractuele personeelsleden van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’ zijn het de woorden “durée hebdomadaire moyenne” die moeten worden vervangen.

2. De Franse tekst van het ontworpen artikel 6, eerste lid, 7°, van hetzelfde besluit moet worden aangevuld met de woorden “de l’arrêté portant le statut”.

3. In het ontworpen artikel 6, eerste lid, 9°, *in fine*, van hetzelfde besluit moeten de woorden “van het statuut” worden vervangen door de woorden “van het besluit houdende het statuut”.

Artikel 19

Met betrekking tot het ontworpen artikel 22/1, § 3, laatste lid, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018, volgt uit de uitleg van de gemachtigde van de leden van het Verenigd College dat de HRM nagaat of de voorwaarden vervuld zijn, en vervolgens de aanvraag aan de verantwoordelijke bezorgt.

Het vijfde en het zesde lid van de Franse tekst moeten worden samengevoegd. In de tweede zin van het aldus tot stand gekomen lid moet het woord “il” dan worden vervangen door het woord “elle”.

Artikel 26

In het ontworpen artikel 196, eerste lid, 2°, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 moeten de woorden “in artikel 190, 18°” vervangen worden door de woorden “in artikel 190, eerste lid, 18°”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 28, 31 en 32. Een vergelijkbare opmerking geldt voor artikel 33, 4°.

Artikel 33

Het ontworpen artikel 7, § 1, eerste lid, 6°, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 6 december 2018 ‘houdende regeling van de administratieve en geldelijke situatie van de contractuele personeelsleden van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag’ moet worden aangevuld met de woorden “van het statuut”.

Artikel 34

In artikel 34 moet de datum van inwerkingtreding van het ontwerp worden toegevoegd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO